Les renseignements espagnols avaient averti du risque d’un « afflux massif » de migrants à Ceuta.

10/09/2026 à 18h36



La polémique enfle en Espagne après la déclassification de rapports des services de renseignement concernant la crise migratoire qui a frappé Ceuta les 30 et 31 juillet 2026. Plusieurs documents montrent que les autorités disposaient, dans les jours et les heures précédant les événements, d’alertes évoquant explicitement un risque d’« afflux massifs » et l’organisation d’« incursions massives » vers l’enclave espagnole.

Un document du Cenif signalait ainsi que « des communications internes ont été détectées au sein de groupes de migrants tentant d’organiser des incursions massives dans la nuit du 29 juillet 2026 ». Les renseignements avaient également recensé près d’un millier de traversées à la nage de la frontière marocaine entre le 1er et le 28 juillet, soit une « nette augmentation par rapport à l’année dernière ». La situation était alors qualifiée de « menace confirmée et prioritaire ». Dans l’après-midi du 29 juillet, une « note urgente » signalait encore « la planification de plusieurs appels à l’action pour mener des incursions à Ceuta » sur des groupes Facebook, dont l’un réunissait « plus de 160.000 membres ». Le

lendemain, selon les éléments rapportés, plus de 70.000 migrants entraient à Ceuta.

Pedro Sánchez maintient pourtant que l'ampleur de la crise ne pouvait être anticipée. « Avec les informations disponibles à l'époque, personne n'aurait pu anticiper la crise migratoire des 30 et 31 [juillet]. Aucune instance compétente ne l'aurait pu. Ni en Espagne, ni dans l'UE », a affirmé mercredi le Premier ministre socialiste. Devant les députés, il avait déjà reconnu l'existence de « rapports de situation » sur la frontière tout en soutenant qu'« aucune information ne révélait l'ampleur » de « la crise que nous allions subir ».

Les documents déclassifiés ne concluent toutefois pas à une organisation de l'afflux par Rabat. Pedro Sánchez affirme n'avoir reçu aucune « preuve tangible que le Maroc ait planifié ou perpétré cet incident ». Un rapport des renseignements militaires daté du 30 juillet estime de son côté « fort probable que les autorités marocaines n'encouragent pas activement la vague migratoire », tout en considérant qu'elles ont agi « avec négligence et passivité ».

Ces révélations alimentent désormais les critiques de l'opposition espagnole sur la préparation du gouvernement face à la crise et sur la portée exacte des avertissements transmis avant les événements.

20 minutes